



THE ATLANTIC  
DIALOGUES

ANALYSE

# L'Afrique doit mener sa propre mutation

• Et savoir mieux négocier ses contrats

• Le continent doit proposer un seul package aux investisseurs

• Les infrastructures, la production et la formation des jeunes

LES investissements étrangers, très attendus par les pays émergents, s'accompagnent de suspicion chez les pays du Nord, comme l'Allemagne ou les Etats-Unis. Nous sommes face à un déphasage entre deux théories économiques et le constat par le Sud que ce commerce ne permet pas de créer les emplois locaux nécessaires à

une population qui est, elle, en pleine croissance. Pour les Atlantic Dialogues, tenus la semaine dernière à Marrakech, les déci-

## Le Maroc, cas d'exemple pour les ER

ALORS qu'il dépend fortement de ses importations d'énergies fossiles pour satisfaire ses besoins énergétiques, le Maroc a investi beaucoup dans les énergies renouvelables en tant que moyen de relever des défis très importants, notamment la réalisation du développement durable et la protection de l'écosystème. «Aujourd'hui, il est cité comme un cas modèle dans la littérature internationale non seulement pour les institutions qui ont financé le projet solaire, mais aussi pour avoir pu donner aux énergies renouvelables une place de choix dans son bouquet énergétique. Cette expérience peut inspirer d'autres pays», indique Amina Benkhadra, patron de l'Onhym. □

deurs politiques ont été confrontés à l'épineuse question du commerce et de l'investissement. Connecter les 54 pays membres du bassin Atlantique, émergents ou avancés, participe justement à ce changement dans les esprits vers l'intégration. Le Sud n'étant

pas d'ailleurs l'un des sujets récurrents des pays du Nord? Des discussions de fond entre les 450 participants, dont 300 étran-

gers rassemblés à Marrakech pour le forum de The German Marshall Fund (GMF) et l'OCP Policy Center au Maroc. Commerce, technologie, démographie... les débats se sont focalisés sur les sujets de l'heure. Les participants aux Atlantic Dialogues 2014

ont eu à débattre de l'enjeu important de la sécurité alimentaire. Un enjeu d'autant plus crucial que la population mondiale dépassera les neuf milliards de personnes d'ici à 2050 et ne manquera pas d'impacter la demande alimentaire occasionnant ainsi une forte pression sur les terres arables. Si le continent africain, qui dispose d'atouts naturels indéniables, devra consolider les bases de sa révolution agricole, ceux du sud de l'Amérique seront confrontés à la nécessité de transformer leurs secteurs agricoles en entreprises commerciales viables.

Les Atlantic Dialogues ne pouvaient pas passer à côté d'un débat franc concernant le développement du continent africain. L'heure est venue pour l'Afrique de tenir le rôle d'acteur de sa propre croissance. Un point de vue clairement défendu par Aminata Touré, ancien Premier ministre du Sénégal. Celle que l'on nomme «la






## CERTIFICATION API UNE FIERTÉ POUR NOUS, UNE GARANTIE POUR VOUS

La SDCC, Société de Distribution de Carburants et Combustibles, filiale du Groupe SAMIR, est la première entreprise marocaine de la filière lubrifiants à obtenir la certification API (American Petroleum Institute) pour son produit SAMIR Corral Extra 15W40 pour le niveau CI4.

Reconnue pour sa conformité aux normes internationales les plus exigeantes, la SDCC s'engage à vous apporter une offre complète de lubrifiants qui répondent aux normes et exigences de qualité, de sécurité et de respect de l'environnement. Une philosophie qui lui vaut d'être récompensée à l'échelle nationale et internationale.




Société de Distribution de carburants et combustibles.  
Immeuble « Les Quatre Temps » - 1<sup>er</sup> étage - La colline- Sidi Maarouf - Casablanca. Tél : 0522 787 920/22 Fax : 0522 787 871 Site web : www.sdcc.ma



# L'Afrique doit mener sa propre mutation

►►►  
dame de fer» impose sa vision d'un commerce «gagnant gagnant», seule alternative au développement économique du continent et de la lutte contre la pauvreté de ses peuples. Avec 250 millions d'Africains qui vont, dans les prochaines années, passer dans la classe moyenne et 60% des terres agricoles non exploitées, le continent ne manque pas de ressources et suscite ainsi l'intérêt. Et on le constate aussi aux Atlantic Dialogues. Encore faut-il trouver les meilleures formes de partenariat. Car le forum se voulait avant tout un groupe de réflexion, une occasion de networking, mais aussi d'opportunités et les gisements, on le sait, sont en Afrique. Vierge d'infrastructures, et «dernière frontière» de l'économie mondiale, le continent devra à l'avenir mieux négocier ses contrats. Et c'est un package que les investisseurs doivent désormais prendre: financer les infrastructures, augmenter la qualité de la production, former les jeunes, pour créer de l'emploi local.

Un autre gisement d'emploi: les énergies renouvelables. Les nouvelles dynamiques énergétiques dans le bassin Atlantique sont en train de changer le paysage

énergétique. Si aujourd'hui la prédominance des produits pétroliers et des énergies fossiles fait que les énergies renouvelables restent limitées dans le mix énergétique, tout l'enjeu est de pousser la discussion pour accélérer leur rythme de croissance. En travaillant sur le transfert de la technologie des pays développés vers les pays en développement et la coopération sud sud, l'on peut non seulement tirer des opportunités pour disposer de capacité d'énergies mais aussi pour la formation des ressources humaines et surtout intégrer le monde de la recherche et l'innovation. Une table ronde a été programmée autour de cette thématique animée entre autres par Amina Benkhadra, patron de l'Onhym. Les intervenants ont tous souligné l'importance pour chaque pays de compter sur ce qu'il a et réduire l'importation des énergies fossiles. Si pour Benkhadra, l'avenir est aux énergies renouvelables,



400 grands décideurs ont répondu à l'invitation de GMF et l'OCP Policy Center pour débattre des sujets de l'heure. Un débat franc autour des défis technologiques et environnementaux de demain (Ph. Mokhtari)

pour Jefersson Edwards, de la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell, le gaz naturel dispose aussi d'un potentiel de croissance plus important que celui du pétrole, à condi-

tion d'avoir des prix justifiés. □ ►►►  
S. J. & B. B.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

## Comment dégager les opportunités de demain

- L'Economiste: Qu'est-ce qui guide l'agenda des Atlantic Dialogues?

- Karim El Aynaoui: Se comprendre et partager l'information – en dehors des crises – est fondamental et c'est la mission par essence des think tanks qui vient compléter le dispositif institutionnel de dialogue sur les questions du long terme. Ce monde interdépendant doit aussi se préparer aux évolutions démographiques ou technologiques et des forums comme les Atlantic Dialogues peuvent avoir de grands effets et être des compléments aux stratégies qui sont aujourd'hui encore focalisées sur le court terme. Concernant l'agenda, la préparation de ce genre de forum se fait des mois à l'avance. Mais derrière les Atlantic Dialogues, il y a une conviction profonde qui est celle de comprendre l'espace atlantique dans sa composante élargie et qui vient compléter la compréhension habituelle de l'Atlantique et la relation transatlantique-nord. A partir de là, on construit ce qui peut devenir des solutions à des problèmes communs, réalisables pour tous. Ces idées débattues dans cet espace peuvent



Pour Karim El Aynaoui, directeur général de OCP Policy Center, le dialogue est un complément de réflexion autour de stratégies à long terme (Ph. Mokhtari)

aussi dégager les opportunités pour le monde de demain.

- L'Afrique est visiblement une opportunité?

- Eh oui, on peut voir en l'Afrique une opportunité et un facteur de croissance

pour les futures décennies, tout comme d'autres peuvent y voir une source de problèmes (sécurité, santé...). Mais, les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'Afrique est une des régions dans laquelle la croissance est la plus rapide du monde – le FMI avance 5 à 6% pour cette année et celle de 2015 – et comparé au reste du monde, ce sont là de très belles performances. Les discussions du forum de Marrakech permettent justement de rapprocher les vues. Nous avons réussi à rassembler 60 nationalités, des gens de tous les domaines avec 40% de nouveaux participants. La répartition par géographique était très équilibrée avec 36% des participants africains. Idem pour les panels où nous avons tenu à équilibrer la prise de parole pour avoir ce croisement des regards.

- L'Afrique justement reste péna-

lisée par l'absence d'infrastructure. Comment dépasser ce gap?

- Sans doute, la question du développement en Afrique est liée aux faibles investissements au niveau de l'infrastructure, mais le point positif est que les solutions existent: le capital est disponible à l'échelle internationale et le savoir-faire en termes de structuration financière et les institutions pouvant porter les financements pour les infrastructures sont disponibles. Et puis, les pays qui accueilleront ces investissements sont porteurs, avec des taux de croissance très élevés et donc des taux de rendement élevés aussi. Pour encourager le privé vers ces investissements, il faut une garantie du secteur public pour lui permettre de fonctionner. Il y a tout un débat qui commence à émerger avec l'idée d'une plateforme globale du financement de l'infrastructure. Et le rôle du think tank est justement de mettre en évidence ce genre d'idées. □

Propos recueillis par  
Badra BERRISSOULE

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com



## Nouvel ordre mondial: Quand les grands décideurs témoignent

• **Corruption ou mauvaise gouvernance, les maux des sociétés**

• **Miser sur l'infrastructure pour garder les migrants chez eux**

de gouvernance mondiale... La jeunesse africaine se sent reniée par ses leaders. L'absence d'une bonne gouvernance a conduit à un chômage massif: 60% des jeunes Africains sont au chômage et la plupart d'entre eux sont non employables par manque de compétence».

■ **Miguel Angel Moratinos, ex-ministre des Affaires étrangères, Espagne**

«L'exemple du crash aérien d'un avion d'Air France en plein océan Atlantique, le 1er juin 2009, a démontré l'absence de connectivité dans cette zone. Il n'existe pas de contrôle aérien sur l'Atlantique.



Idem, pour la lutte contre le narcotraffic où l'alliance est essentielle, et pourtant inexistante aujourd'hui».

Un bien joli plateau. De grandes personnalités ont pris part à la 3e édition des Atlantic Dialogues, tenue le week-end dernier à Marrakech. A l'initiative des Etats-Unis et du Maroc, de The German Marshall Fund et de l'OCP Policy Center, débats et témoignages ont porté sur les problématiques présentes et futures de cette partie du monde. Leurs intérêts communs, leurs divergences, il fallait trouver pour eux les points d'ancrage de différentes visions. C'est ainsi que Laura Chinchilla, ancienne présidente du Costa Rica, est venue parler de son expérience aux côtés de l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne, Miguel Angel Moratinos.

L'ex-président du Nigeria, Olusegun Obasanjo a, quant à lui, participé aux débats sur les flux, les conflits et les crises qui touchent l'Atlantique. Des maires également, de Los Angeles et Rotterdam, parfaits représentants du sujet abordé: les villes inclusives et durables. Les volets corruption, commerce et place de la femme, ont été défendus par Aminata Touré, ancien Premier ministre du Sénégal, animée par les intérêts de l'Afrique. Tour d'horizon

■ **Youssef Amrani, chargé de mission au cabinet royal**



«Les Etats-Unis ont réussi leur intégration régionale, l'Afrique doit en faire de même et construire un Maghreb sûr, car le commerce ne peut se faire sans la sécurité des Etats.

L'objectif est donc de construire une zone de paix et d'initier davantage de ponts entre les Etats».

■ **Olusegun Obasanjo, ancien chef d'Etat du Nigeria**

«Nous devons être très fort chez nous en Afrique avant de demander de l'aide et de nous ouvrir à d'autres types



### TROUVEZ LE POSTE ADAPTÉ À VOTRE PROFIL !

**BMCE Bank recrute pour son réseau au Maroc.**

Acteur engagé pour le développement du Royaume avec près de 650 agences réparties sur l'ensemble du territoire national, BMCE Bank recrute de nouveaux collaborateurs pour son expansion régionale.

Rejoignez une équipe ambitieuse et valorisez votre carrière au sein d'un groupe de référence. Pour postuler, rendez-vous sur [www.recrutement.bmce.co.ma](http://www.recrutement.bmce.co.ma)



140 avenue Hassan II - Casablanca - Maroc

**BMCE BANK**  
NOTRE MONDE EST CAPITAL



# Nouvel ordre mondial: Quand



## ■ Ana Palacio, ancien ministre des Affaires étrangères espagnol



«Partout on perd de la vitesse. Le seul continent à être un grand réservoir de jeunes est l'Afrique».

## ■ Kris Torgeson, Médecins sans Frontières, via skype du Liberia

«J'étais déjà présente au Liberia en 2003, pendant la guerre. A mon retour aujourd'hui, je n'ai malheureusement constaté que très peu d'avancées dans le

domaine de la santé. Aujourd'hui, nous sommes face à une réalité subite et inhabituelle. Le problème majeur est la non-rapidité des actions de la communauté internationale et la rareté des engagements et des actions sur le terrain. Il va être difficile de rebondir».

## ■ Nelson Cunningham, McLarty Associates

«Le Nord se tourne vers les opportunités en Afrique, attiré par son boom de population, avec des prévisions de 2 milliards de personnes en 2050, de plus en plus urbanisée. Les classes moyennes d'Inde, de Chine ou d'Afrique, en augmentation, auront des aspirations mais peu d'outils pour les atteindre. Ce qui offre de larges opportunités pour le secteur privé».

## ■ Moulay Hafid Elalami, ministre de l'Industrie et du Commerce



«Pour le mobile, les infrastructures sont efficaces, permettant une vraie démocratisation en Afrique et une capacité qui a permis la connexion du

monde rural. Les efforts sont à faire maintenant au niveau de la création d'innovations. Pour cela, la recherche doit se focaliser sur des contenus panafricains».

## ■ Aminata Touré, ancien 1er ministre du Sénégal



«La corruption n'est pas réservée uniquement à l'Afrique. Il nous faut des plateformes solides pour la combattre. C'est un processus continu qui ne pourra ja-

mais être interrompu. L'essentiel est de le lancer, mais si les personnes ne sont pas traitées de manière équitable et si l'on utilise les finances publiques à des fins personnelles, on part au conflit».

## ■ Laura Chinchilla, ex-présidente du Costa Rica



«Tout est en relation avec le peuple. L'immigration par exemple n'est pas un problème en soi, ce qu'il faut voir c'est le problème qu'il y a derrière. Pour-

quoi les gens veulent-ils quitter leur pays? La réponse passe par la création d'un bon environnement et la prospérité des nations.

Aujourd'hui, les actions internationales ne sont pas coordonnées, il faut passer au niveau supérieur et produire un impact positif mondialisé avec trois défis, à savoir augmenter les opportunités de commerce et les investissements, se pencher sur le changement climatique, un problème sérieux et dramatique pour les petits pays. Aux Caraïbes, cela représente 5% de perte de leur PIB par an. Le troisième défi est de pallier les problèmes sécuritaires».

## ■ Ira Kalish, Chief Global Economist, Deloitte

«Dans le commerce, les perdants sont plus nombreux. Mais la société dans son ensemble en tire des bénéfices».



Club Francophone  
du Risk Management

13 novembre 2014

## VISION CROISÉE DU RISK MANAGEMENT

*Dispositifs, Objectifs et Prises  
de risques (assurables ou non)*

### AU PROGRAMME

**18h**

Ouverture : Gilbert Canaméras, Président de l'AMRAE et Marc de Pommereau, Vice-Président AMRAE en charge de la Francophonie

**18h10**

Introduction : Dirigeant d'une grande entreprise marocaine

**18h30 – 19h45**

Co-animation Marc de Pommereau et Khalid Moutassir, ARM, Expert Consultant GRC

### TABLE RONDE

La table ronde abordera les principaux thèmes suivants :

- Réglementation et référentiels de Risk Management au Maroc, en France, en Europe : quelles différences ?
- Principes et objectifs du dispositif de gestion des risques, du dispositif de contrôle interne et du rôle de l'audit interne : existe-t-il une recette unique, universelle ?
- Risques assurables et non assurables : la prise de risques se transforme-t-elle avec un financement des risques adapté ?

### LIEU

Idou Anfa Hotel  
85 Boulevard d'Anfa,  
Casablanca 20000, Maroc

### INSCRIPTION - en ligne uniquement

- Nombre de places limitées
- Sur le site internet de l'AMRAE [www.amrae.fr](http://www.amrae.fr)
- Une confirmation d'inscription vous sera envoyée - elle vous sera demandée à l'entrée du club

## Amesip

Association Marocaine des Enfants en Situation Précaire s'investit depuis près de 20 ans sur le terrain auprès des enfants en situation difficile par des projets d'éducation et de formation concrets et utiles à notre société.

[www.operationsoleil.org](http://www.operationsoleil.org)

Pour la soutenir, un seul geste suffit: un **DON** et vous donnez une chance à un enfant de nos quartiers de voir son avenir briller. Mobilisons-nous ensemble pour donner de la lumière et de l'espoir à nos jeunes en envoyant **HIBA** au **9779** pour les résidents au Maroc ou par virement à

**AMESIP TAKAFOUL**

**Crédit Agricole Rabat-Agdal**

**RIB: 225 810 0151074776510101 84**



# les grands décideurs témoignent

## ■ Ahmed Aboutaleb, maire de Rotterdam



«Les migrants doivent choisir d'épouser les codes et soutenir la culture de ce pays ou de repartir dans leur pays d'origine. Un choix mental à prendre en portant l'héritage de Rotterdam. Afin de réduire l'exode rural et ainsi la pauvreté des villes, il faut aider les populations à rester dans leurs villages, les fixer à la base.

Pour cela, il faut financer des routes, l'électrification, ouvrir des centres de santé... Et dans les villes, il faut développer l'accès au logement, aux trans-

ports, à l'éducation... aux plus démunis».

## ■ Marta Lucia Ramirez de Rincón, ancien ministre du Commerce de la Colombie



«Les Colombiens ne tirent pas profit des investissements directs étrangers. Ils y ont cru, mais cela n'a pas abouti... Les royalties que nous recevons du pétrole doivent être investies dans les autres secteurs».

## ■ Marc Grossman, Cohen Group

«Nous les Occidentaux, nous nous sentons souvent peureux de donner à

haute voix notre vision sur la prospérité du XXI<sup>e</sup> siècle, basée sur l'égalité entre les hommes, et la parité entre les hommes et les femmes. Ces valeurs universelles ne devraient pourtant pas être difficiles à défendre».

## ■ Jorge Castaneda, ancien ministre mexicain des Affaires étrangères



«L'exemple de l'après-1968 en Occident ou le printemps arabe, démontre que ces révoltes ne débouchent pas sur une plus grande participation de la jeunesse dans la conduite de leur pays... La gouvernance mondiale doit passer par l'Organisation

des Nations unies, même si cette dernière ne pourrait agir seule».

## ■ Esther Diane Brimmer, George Washington University

«La sécurité reste le domaine majeur de divergences entre les Etats: problème de souveraineté, alliances de l'Otan, scepticisme général, dénucléarisation, armes nucléaires... Il faut travailler sur la confiance entre les pays atlantiques, mais intégrer le fait que cela prendra du temps. Il en a été ainsi pour les membres de l'Otan, qui ont mis des décennies pour arriver à cette confiance mutuelle».

B.B. & S.J.



Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)



## Volkswagen Tiguan 2.0 TDI à partir de 264 000 Dhs\*



Tous les chemins s'offrent à vous au volant du Volkswagen Tiguan. Idéal pour la ville, parfaite pour l'aventure, peu importe votre destination, en Tiguan vous êtes sur le bon chemin.

Avec le Volkswagen Tiguan à partir de 264.000 dhs seulement : profitez du meilleur des deux mondes au meilleur prix



Das Auto.



# Aminata Touré: «Les anciens pouvoirs cèdent du terrain»



AMINATA Touré est une star: Ministre de la Justice, puis Premier ministre au Sénégal, elle est précédée par sa réputation de «dame de fer», ce qu'elle réclame. Elle n'en est cependant pas vraiment fâchée car cela sert en politique d'avoir cette image-là.

Cette réputation lui vient d'avoir réussi à lancer des poursuites judiciaires contre le fils du président Wade, qui avait «largement pris ses aises» sous le mandat de son père (la RAM elle-même avait eu à en essayer quelques avanies) et d'avoir réussi à former un gouvernement en 24h. Mais elle a perdu son poste, un an plus tard, suite à une défaite aux élections municipales à Dakar. «La dure loi de la démocratie, dit-elle, pour faire de la politique, il faut passer par la compétition». Un point sur lequel elle revient par deux fois. De ses 15 ans pas-

sés dans les organisations internationales chargées de développement humain, elle a gardé une très grande sensibilité à ce versant du développement tout court. Son pays est bien noté sur les variables liberté de presse, respect des droits des citoyens et liberté d'expression (mieux que le Maroc). «Les citoyens exigent de plus en plus la reddition des comptes» (son patrimoine est sur sa fiche Wikipédia). En Afrique, «les anciens pouvoirs cèdent du terrain, tandis que les nouveaux en gagnent».

## Une femme général de brigade

Aminata Touré soutient qu'il faut faire de la place en politique pour les femmes. «Elles sont plus douées pour les situations



Battue aux municipales, Aminata Touré laisse automatiquement sa place de Premier ministre à Mohamed Dionne, sous le mandat de l'actuel président Maki Sall: «Dure loi de la démocratie, dit-elle, mais il n'y a pas de meilleur système» (Ph. AFP)

complexes et pour les négociations». Ses bons exemples sont l'Afrique du Sud et le Rwanda. Elle propose que créer en Afrique une banque spéciale pour les femmes, non pas pour qu'elles y soient séparées des hommes, mais parce que les objectifs et les méthodes ne sont pas les mêmes que ceux des messieurs.

Femme politique devenue aussi femme politicienne, l'ancienne Premier ministre sénégalaise tourne ses phrases pour donner son point de vue sur le Mali; un avis que lui demande Mme la Générale de brigade malienne, Kani Diabaté Coulibali (non, ce n'est pas madame l'épouse du général, c'est elle, le général). Aminata Touré trouve que «le retour à la vie normale est

en bonne voie» au Mali. «L'effondrement de ce pays montre combien un Etat peut être fragile quand il est isolé, comment les interconnexions sont puissantes puisqu'il est victime des conséquences de l'effondrement libyen». Mais elle évite soigneusement de citer quiconque. Joli savoir-faire de politicienne bien nécessaire puisque la diplomatie française, qui s'était autrefois opposée à George Bush sur l'Irak, n'aime pas du tout qu'on émette des doutes sur ses interventions en Libye comme en Syrie. □

N. S.

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)



Ricoflores  
Palm  
Benslimane

DES VILLAS ET DES APPARTEMENTS À LA HAUTEUR DE VOS ENVIES

Chaâbane  
lil iskane  
[www.chaabaneliliskane.com](http://www.chaabaneliliskane.com)

ROUTE DE BENSLIMANE, À 10 MIN DE MOHAMMEDIA

06 65 38 38 38 - 06 65 97 97 97

## A VENDRE

Appartements F1 et Duplex  
de très haut standing de 80 à 120 m<sup>2</sup>

Situés entre Ziraoui, Racine et bd d'Anfa  
Architecture avant gardiste et matériaux somptueux

- Cuisine américaine très moderne entièrement équipée
  - Climatisation centralisée et réversible
- Système de sécurité digicode et vidéophone personnalisé
  - Revêtement de grande qualité et moderne

0661 44 55 67

THE ATLANTIC  
DIALOGUES

ANALYSE

# Ramos-Horta à Bissau: «Je peux vous appeler mon frère?»



• Comment réparer les pays qui ont trop souffert

• Des histoires personnelles croisent la grande histoire

• Faire lever les sanctions

N'ESSAYONS pas de résumer la carrière de José Ramos-Horta: elle est aussi mouvementée que celle de son pays, le Timor-Oriental: une nation coupée en deux, 50 fois plus petit que le Maroc et peuplé comme trois quartiers de Casablanca. Cette république est indépendante depuis une douzaine d'années. Mais avec une guerre féroce contre l'Indonésie et le développement de toutes sortes de groupuscules aux ambitions variées n'ayant qu'un point commun: la violence. José Ramos-Horta y a été président, plusieurs fois ministre, plusieurs fois visé par des attentats, plusieurs fois missionné pour des opérations de bons offices... et une fois prix Nobel de la paix, celle qu'il a établie dans son pays et aussi dans la région.

issaient pas toujours, de guerres civiles et de violences des gangs. Plus un voisinage peu réjouissant, avec la Guinée de Sékou Touré. Comme cela ne suffisait pas, la Guinée-Bissau fut le premier pays à être classé «narco-Etat» par l'ONU, ce qui ajoutait donc une série de sanctions économiques et politiques. C'était du sérieux, car des Colombiens pouvaient venir jusqu'à Bissau, la capitale, y exécuter un président, ayant lui-même exécuté son prédécesseur. Dans les deux cas, il s'agissait de punir le limogeage d'un chef des armées, parrain du trafic de drogue. Un autre président, ne voulant pas faire appel à l'armée nationale, eu l'idée d'importer des soldats d'Angola...

C'est l'histoire très raccourcie de 40 ans de misère: 85% des gens ont moins d'un dollar par jour pour vivre. Il n'y a plus d'électricité, plus de routes, rarement de l'eau sauf celle des pluies qui inondent tout.

## Empathie

José Ramos-Horta, lusophone, est mandaté par le Secrétaire général de l'ONU pour «réparer» la Guinée-Bissau.



Prix Nobel de la paix, plusieurs fois ciblé par des attentats, José Ramos-Horta - en costume traditionnel - ancien président de la république du Timor-Oriental (ici, avec le Premier ministre thaïlandais et le chef de l'opposition de Malaisie) a été mandaté par le Secrétaire général de l'ONU, pour réparer - c'est le mot le plus proche de la réalité - la Guinée-Bissau. Comme le suggère cette photo, il est un fabricant de paix. C'est ce qu'il raconte aux Atlantic Dialogues (Ph. AFP)

cette proximité peu recommandable, la communauté internationale...

Sa première démarche est de fabriquer de l'empathie, dans une région fatiguée de tant de dévastations: «Puis-je vous appeler mon frère... car si je dis "Monsieur le président", je ne pourrais pas exprimer toute ma pensée». Il aligne aussi les ressemblances avec la vie de son propre pays. «L'avenir d'un pays se construit aussi avec ses voisins, nulle tranquillité sans la bienveillance de son environnement». Ramos-Horta a passé beaucoup de temps à voyager, très difficilement, entre les instances de la CDOA, de l'ONU, les capitales des pays voisins et dans le pays lui-même à la rencontre des leaders locaux. Il a usé de ses relations personnelles aux Etats-Unis pour faire lever les sanctions: «Où qu'on soit, qui qu'on soit, on ne peut rien faire sans l'aval, sans la neutralité bienveillante de Washington». Inversement, il raconte comment il a été promené d'un bureau à l'autre à Bruxelles

et en Europe, sans pouvoir défendre ni sa vision et ni sa mission.

Le ton affable et amical de Ramos-Horta se change soudain en une langue tranchante, quand il explique qu'il a refusé de signer maints rapports, indiquant que la Guinée était responsable du trafic de drogue: «Le trafic, c'est en Amérique qu'il naît et en Europe qu'il aboutit, les Africains n'ont rien à voir et pas les moyens de s'en acheter». Cette position n'a pas été facile à tenir, mais elle prouvait que le médiateur de l'ONU s'investissait vraiment.

Des éléments essentiels, on s'en doute, pour des gens qui avaient tant souffert, depuis si longtemps. José Ramos-Horta a quitté Bissau en mai dernier... Pour l'instant, ça marche. □

N. S.

Pour réagir à cet article:  
[courrier@leconomiste.com](mailto:courrier@leconomiste.com)

## Une sortie honorable, même pour les militaires

TOUT comme Aminata Touré (voir ci-contre), l'envoyé spécial de l'ONU en Guinée-Bissau souligne l'importance des «portes de sortie honorables». Un milliardaire anglo-soudanais, Mo Ibrahim, a dédié un des ses fonds juste pour financer des retraites aux dirigeants africains.

En effet, la réalité de la vie fait que souvent des dirigeants africains s'accrochent à leur pouvoir, parce que c'est leur gagne-pain et qu'ils n'en ont pas d'autre. Les économies de leur pays ne sont pas assez développées pour leur offrir une reconversion dans la dignité. «Il faut offrir une dignité, même aux militaires, que les irréguliers puissent intégrer l'armée régulière, correctement payée, que les gradés puissent sortir dans le respect». «A fortiori pour les civils qui quittent le pouvoir». Plus facile à dire qu'à faire. □



Octobre 2012, au moment de la nomination de José Ramos-Horta, un des sempiternels coups de force sur Bissau. Ces soldats réguliers cherchent les rebelles dans les «rues» de la capitale. «Pour réussir une reconstruction, il faut trouver des portes de sortie honorable à tous les protagonistes y compris aux militaires», explique l'envoyé spécial de l'ONU (Ph. AFP)

C'est lui que le Secrétaire général de l'ONU envoie pour remettre en marche la Guinée-Bissau. Celle-ci sort de 40 ans de guerre d'indépendance, de coups d'Etat d'autant plus durs qu'ils ne réus-

Il fallait rassurer tout le monde, créer de la confiance, raconte-t-il: les militaires à l'intérieur, les groupes d'influence, les leaders locaux, les pays voisins qui en avaient par-dessus la tête de

L'ECONOMISTE

### BUREAU DE RABAT

Chef de la Rédaction: Mohamed Chaoui  
Adresse: Angle rue Al Khalil, Bd Med V  
Tél.: 05.37 26.28.46/47/48 - Fax: 05.37 26.28.45  
E-mail: [mchaoui@leconomiste.com](mailto:mchaoui@leconomiste.com)